



Policy Brief

NUMBER 3, 2018

Aperçu

Le présent document est le second d'une série d'ateliers sur la « Conception et l'évaluation de la politique d'innovation pour l'Afrique » (DEIP-Afrique) qui reflète l'intérêt des régions africaines concernant la politique en matière de sciences, de technologie et d'innovation (ST&I) et ses impacts sociaux et économiques. Les représentants de douze pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se sont réunis en Côte d'Ivoire du 25 au 29 septembre 2017 pour discuter des politiques existantes et de leur développement à la lumière de la Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique (STISA-2024) et du cadre continental qu'est l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Cet événement a fourni une plateforme pour examiner la diversité au sein de la CEDEAO et les défis communs à relever.

Écrit par Michiko Iizuka, Almamy Konté, Philippe Mawoko, Elisa Calza et Fred Gault

© United Nations University 2018
ISBN 978-92-808-5009-3

Sous licence Creative Commons Deed
'Attribution-NonCommercial-NoDerivs 2.5'

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université des Nations Unies ou de l'Observatoire Africain de la Science Technologie et Innovation.



Innovation pour le développement en Afrique de l'Ouest : Défis pour promouvoir les politiques en matière de Science de Technologie et d'Innovation (ST&I)

LA POLITIQUE DE L'INNOVATION EST PERÇUE COMME UNE SOLUTION AUX ENJEUX économiques et sociaux à l'aune des circonstances évolutives dans les États membres de la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La stabilité politique a été consolidée au cours de la dernière décennie à travers des élections démocratiques au Nigéria, Togo, Côte-d'Ivoire, Guinée et au Burkina Faso en 2015, au Niger Bénin et au Cap-Vert en 2016 et en Gambie en 2016 et 2017¹. Avec cette stabilité il est attendu que les activités liées à la science et la technologie (ST) et l'innovation apporteront des solutions aux défis auxquels la région fait face. L'épidémie du virus Ebola en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone en est un exemple lorsque la région et des institutions au-delà de la région, ont collaboré pour résoudre des problèmes communs et construire des partenariats internationaux constructifs.

Pour répondre aux attentes des États membres de l'Union Africaine (UA) la deuxième² formation sur la conception et l'évaluation des politiques d'innovation (DEIP) s'est tenue du 25 au 29 septembre 2017 à Abidjan en Côte-D'ivoire. La CEDEAO est composée de 15 États membres : Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte-d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone et Togo. Tous à l'exception du Cap Vert, de la Guinée Bissau et de la Sierra Leone ont pris part à la formation. Au cours de la formation les participants ont fait des communications relatives aux activités de leur gouvernement en matière de science de technologie et d'innovation. Les informations recueillies et celles provenant de sources secondaires ont engendré cette note d'orientation politique.

La note d'orientation politique esquisse les défis et les opportunités auxquels font face les pays dans les domaines de politique en matière de Science de Technologie et d'Innovation.

1. Caractéristiques des États membres participants de la CEDEAO

Les informations socioéconomiques de base sur les pays de la CEDEAO qui ont participé à la formation sont fournies dans le Tableau 1. Le Tableau montre que les pays participants sont différents au regard de leurs échelles et niveaux de développement. Par exemple, le PIB par habitant en dollar américain (EU) varie du plus faible pays qui est le Liberia, 754 dollars EU au plus élevé que constitue le Nigéria et qui est de 5,439 dollars EU³. La taille de l'économie varie de 3.2 milliards du PIB en Gambie à 1011.6 milliards de PIB au Nigéria reflétant ainsi la taille de la population qui est de 2 millions en Gambie contre 186 millions au Nigéria. Les taux de croissance économique en 2016 vont de 1.6% au Liberia, qui a souffert de la crise Ebola, contre 8.8% en Côte-d'Ivoire qui se remet du conflit politique interne. Les taux de croissance dans la région, en général, sont affectés par la situation géopolitique et les prix des matières premières. Par exemple, les prix du pétrole engendrent des fluctuations du taux de croissance de l'économie





du Nigéria de la même manière que l'est le prix du coton au Burkina Faso. De la même manière le taux de chômage est différent entre les pays allant de 1% au Bénin à 22% en Gambie.

Alors que certains de ces pays sont différents sous plusieurs aspects, ils partagent aussi des caractéristiques communes.

2. La vision de développement de la CDEAO et les politiques de S&T et d'innovation

La CEDEAO a eu depuis 2007 une vision régionale de développement dénommée Vision 2020 (CEDEAO 2010) influencée par le Plan d'action consolidé (NEPAD, 2005).

Tableau 1 : Caractéristiques générales des douze (12) pays participants

Pays	PIB (PPA)			Population million	Âge moyen de la population Année	% valeur ajoutée du PIB				% du total des emplois			Taux de chômage (2016)	Secteur informel			DIRD % PIB
	milliard	taux de croissance	par habitant			Agriculture	Industrie	Secteur Manufacturier	Services	Agriculture	Industrie	Services		% du total des emplois	% du PIB	% du PIB (agriculture exclue)	
BENIN	21.9	4.0	2,010	10.8	18.2	25.3	23.2	13.7	51.4	45.0	10.5	44.0	1.0	89.6		65-67	0.30
BURKINA FASO	29.7	5.9	1,595	18.6	17.0	32.6	22.2	6.1	45.2				6.6	90.5	55.8	21.7	0.20
COTE D'IVOIRE	87.7	8.8	3,448	23.7	18.3	21.2	33.4	15.2	45.3	48.0	6.0	46.0	2.3	69.7		30-40	0.36
GAMBIA	3.2	1.6	1,566	2.0	17.0	17.8	13.4	4.8	68.0	31.5	14.0	54.0	22.0				0.13
GHANA	112.3	3.6	3,980	28.0	20.4	19.6	28.2	5.6	52.2	42.0	15.0	43.0	5.2	80.0		90.0	0.38
GUINEE	15.1	5.2	1,215	12.0	18.4	20.2	36.9	6.7	42.9				6.8	86.7		80.0	
LIBERIA	3.5	-1.6	754	4.6	18.6	34.2	13.0	3.0	52.8	46.5	10.5	41.2	4.2	68.0			
MALI	35.3	5.3	1,963	18.0	16.0	40.7	19.0	—	40.2				8.1	70.0		61.6	0.66
NIGER	18.7	5.0	907	20.7	14.9	38.8	17.0	—	44.2				2.2	60.0	72.6	29.0	0.086
NIGERIA	1011.6	-1.5	5,439	186.0	17.9	21.2	18.5	8.8	60.4	30.0	14.0	55.0	14.2	83.4		41.4	0.22
SENEGAL	36.7	6.6	2,380	15.4	18.3	18.0	24.0	—	58.0	46.0	18.0	22.0	10.2	48.8		41.6	0.54
TOGO	10.5	4.9	1,382	7.6	18.9	41.3	16.9	4.7	41.8				6.8		72.5	32.2	0.27

Pour davantage de références et de sources, visitez le site : www.merit.unu.edu/deipafraicaii

Les activités industrielles sont les activités minières et agricoles basées sur la transformation plutôt que le reste des secteurs manufacturiers (CEDEAO, 2017a). Deuxièmement, le secteur le plus large en termes de création d'emplois est celui de l'agriculture exception faite du Ghana, du Nigéria et de la Gambie où c'est plutôt l'industrie. Dans tous les secteurs économiques, il y a une large présence de l'activité informelle aussi bien en termes de PIB que d'emplois. La proportion de l'informel est particulièrement accentuée dans le secteur agricole. Ceci laisse à penser qu'il existe un surplus de main d'œuvre qui n'est pas absorbé dans l'économie formelle, créant ainsi les conditions d'une productivité faible. Alors qu'au même moment, l'économie informelle a des fonctions qui ne sont offertes ni par les secteurs publics ou privé (Kraemer-Mbula and Wunsch-Vincent, 2016). Par conséquent, la large présence de l'économie informelle dans ces pays donne une indication de son importance comme thème de recherche approfondie.

Enfin avec l'âge moyen oscillant entre 14.9 au Nigéria et 20.4 au Ghana, ces pays ont une population jeune économiquement active. Ceci veut dire que le surplus de main d'œuvre ira grandissant à moins qu'il n'y ait de nouvelles activités économiques qui puissent les absorber. Ceci est un vrai enjeu de taille.

La vision 2020 ambitionne de réaliser les aspirations de développement des populations et d'atteindre une croissance équitable et fondée sur une large assise, de développement durable et d'éradication de la pauvreté. Depuis la Vision 2020, l'Union africaine a publié la Stratégie de la Science, de la Technologie et de l'Innovation pour l'Afrique (STISA-2024) (U,A 2014) et le cadre le plus élargi, l'Agenda 2063 de l'UA. Ces deux documents offrent une orientation aux décideurs politiques de la CEDEAO, du moment où ils sont engagés en direction de politiques cohérentes avec les cadres de développement de l'UA.

Dans son rapport annuel de 2016 (CEDEAO 2016) l'Unité de planification stratégique de la CEDEAO fait un rapport sur les efforts pour finaliser le Cadre stratégique communautaire (CSC) 2016-2020 et pour s'assurer qu'il est aligné sur l'Agenda 2063 et les stratégies de développement des États membres. Pour ce qui est des préoccupations liées à la S&T et l'innovation, la mise en œuvre de la Politique régionale de Science et Technologie (ECOPOST) (CEDEAO, 2011) vise à rendre disponibles les informations scientifiques aux citoyens de la CEDEAO pour leurs besoins en développement personnel, le développement communautaire ainsi que pour la production scientifique dans la région. Avant l'adoption de la STISA-2024, l'ECOPOST a souligné les défis pareils qui impliquent la

S&T et l'innovation. Ces défis sont décrits ci-dessous.

Défis régionaux

(a) Manque de technologies modernes dans l'agriculture : accroître la productivité agricole

Une forte proportion de la population active travaille encore dans l'agriculture utilisant de vieilles technologies obsolètes alors que le niveau des activités économiques informelles demeure élevé. Bien que le secteur agricole soit le plus large, certains pays font toujours face à l'insécurité alimentaire. Tout ceci suggère une faible productivité agricole.

(b) Offres insuffisantes d'infrastructures sociales comme l'eau, l'assainissement et l'électricité.

Les États membres de la CEDEAO souffrent du manque d'infrastructures sociales comme l'électricité, l'eau et l'assainissement et des réponses pour parer à la croissance rapide de la population. Les infrastructures sociales que sont l'eau, l'assainissement et l'électricité sont importantes pour garantir le bien-être et la qualité de vie des citoyens. Les ST&I peuvent offrir des solutions viables pour les besoins locaux.

(c) Offre insuffisante de la connexion Internet

Près de 75% de la population africaine n'est toujours pas connectée. L'accessibilité demeure une barrière significative pour augmenter l'accès à travers le continent, d'autant plus que les coûts du haut débit dans beaucoup de pays de la CEDEAO sont chers⁴. Alors que la connexion Internet est considérée comme étant économiquement importante, elle est faible dans certains pays de la CEDEAO – Gambie 14%, Burkina Faso 4.4% et la Guinée 1.5% de la population sont des exemples (Essegbey et al., 2015).

(d) Défaut de diversification dans les activités économiques (spécialisation intelligente et chaîne de valeurs globales)

Beaucoup de pays de la CEDEAO se fient soit à l'agriculture ou aux matières premières, comme on peut le constater dans les contributions du PIB dans le secteur primaire et du fait que le secteur industriel est essentiellement constitué du secteur minier et des produits comme la transformation agricole et les textiles. Se fier uniquement aux matières premières avec une valeur ajoutée limitée, contribue à l'instabilité économique (CEDEAO, 2016) particulièrement lorsque

ces matières premières sont exportées sur la base de prix fixés par les marchés internationaux. Dans les faits, les causes majeures de la fluctuation de la croissance du PIB sont dues à l'instabilité des prix des matières premières (ex. Le Nigéria et le Ghana dans une certaine mesure, voir tableau 1).

(e) Taille étroite des marchés (à l'exception du Nigéria)

Beaucoup de pays de la CEDEAO ont des marchés à taille réduite (à l'exception du Nigéria), L'étréitesse des marchés ne permet pas à tous les pays de bénéficier des économies d'échelle.

(f) Nécessité de création d'emplois et renforcement du secteur informel et des PME à travers le soutien à la création d'entreprises et de start-ups

La répartition démographique de la population dans les pays de la CEDEAO montre un accroissement de la force de travail avec un nombre significatif de jeunes (Tableau 1). Les données suggèrent que le fort surplus de la force de travail dans le secteur agricole, et plus largement, dans l'économie informelle, indique un potentiel pour la transition vers le secteur industriel et des services si une formation appropriée est dispensée aux personnes impliquées.

(g) Renforcer les infrastructures relatives à l'enseignement supérieur et les liens entre l'Université et le secteur industriel

L'importance de l'augmentation du personnel hautement qualifié et outillé, particulièrement dans les domaines de la science et de la technologie, est reconnue par les pays de la CEDEAO. Des mesures statistiques sont prises au niveau de la CEDEAO (ex. les projets de Centres africains d'excellence dirigés par l'UNESCO ; Essegbey et al., 2015, Tableau 18.1). L'accroissement rapide et le sous-investissement dans l'enseignement supérieur au cours de la période de l'ajustement structurel dans les années 80 et au début des années 90, suivi des conflits internes, ont eu pour conséquence un défaut d'investissements dans les infrastructures de l'éducation et dans les nouvelles institutions de l'enseignement supérieur. Ceci a eu des implications aussi bien sur la qualité que sur le nombre de la population éduquée.

3. Options en matière d'orientations politiques et mesures

Des efforts sont déployés visant à relever les défis identifiés dans la section précédente.

À propos des auteurs

Prof. Dr. Michiko Iizuka est professeur au National Graduate Research Institute on Policy Studies (GRIPS) à Tokyo. Elle est membre affiliée au Centre de recherche et de formation pour l'innovation et la technologie (UNU-MERIT) de l'Université des Nations Unies à Maastricht et membre associée à la Science Policy Research Unit (SPRU) de l'Université du Sussex. Avant de rejoindre le GRIPS, elle a été chargée de recherche à l'UNU-MERIT et a coordonné le programme DEIP jusqu'en 2018.

Almamy Konté est expert principal en politique d'innovation à l'Observatoire panafricain des sciences et de la technologie et de l'innovation (AOSTI) de la Commission de l'Union africaine. Auparavant, il a été enseignant-chercheur à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et directeur de la recherche technologique au Ministère de la recherche scientifique du Sénégal.

Dr Philippe Mawoko est Secrétaire exécutif de l'Observatoire panafricain des sciences et de la technologie et de l'innovation (AOSTI) au sein de la Commission de l'Union africaine. Pendant son séjour au NEPAD, Dr. Mawoko a également coordonné l'Initiative africaine pour la science, la technologie et l'innovation (ASTII). Il est membre du Conseil consultatif du Global Innovation Index (GII) et du Conseil de l'UNU-MERIT.



(a) Absence de technologies modernes dans l'agriculture : accroître la productivité agricole

Au niveau mondial, divers changements technologiques - à la fois progressifs (par exemple l'irrigation, l'amélioration des semences, les machines agricoles) et radicaux (par exemple les drones, les satellites et Internet des objets (IdO)) - avaient déjà eu lieu pour stimuler la productivité agricole. De nombreuses activités industrielles sont liées à l'agriculture dans les pays de la CEDEAO (par exemple l'industrie textile avec le coton au Burkina Faso ; l'industrie agroalimentaire avec le cacao en Côte-d'Ivoire). L'augmentation de la productivité par l'introduction de technologies modernes aurait un impact économique positif.

L'adaptation des technologies modernes exige de prêter attention aux aspects institutionnels ainsi qu'à la participation du secteur privé. Par exemple, la participation des coopératives et des services de vulgarisation ainsi que des entreprises nationales et multinationales à l'introduction de technologies modernes est essentielle pour obtenir des résultats positifs. L'exemple du développement des chaînes de valeur du riz et de la mangue au Mali démontre l'importance de l'implication des coopératives. De même, la diversification de l'agriculture grâce à une spécialisation intelligente du Togo a également montré l'importance des cadres institutionnels. Le rôle de la recherche dans l'identification de créneau local est important. Par exemple, la recherche agricole impliquant les universités régionales et locales et les institutions publiques de recherche pour répondre aux besoins locaux (conditions géo-climatiques, phytopathologies et infestations parasitaires), en particulier l'adaptation au changement climatique, peut stimuler la productivité et la qualité du produit comme démontré au Togo.

(b) Offre insuffisante d'infrastructures sociales telles que l'eau, l'assainissement et l'électricité

L'application d'innovations frugales, comme le montrent les exemples d'installation de sources d'énergie renouvelables hors réseau de distribution (ex. solaire et éolienne) dans les zones rurales, et de simples purificateurs d'eau et de sanitaires, aide à répondre aux besoins essentiels en offrant des solutions technologiques abordables. Des tentatives similaires peuvent également être mises en œuvre dans les pays membres de la CEDEAO en renforçant l'adaptation de la technologie aux besoins locaux. L'Observatoire de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et

l'utilisation rationnelle de l'énergie vise à améliorer les connaissances existantes et à réduire les obstacles à l'information qui entravent le développement du secteur énergétique dans l'espace CEDEAO.

(c) Offre insuffisante de la connectivité à l'Internet

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) créent une plateforme virtuelle commune où différents utilisateurs peuvent échanger des informations, des biens et des services. Cette technologie crée potentiellement des possibilités d'émergence de nouveaux services et de services liés aux biens, en ciblant particulièrement les besoins non satisfaits des populations marginalisées. Les technologies de l'information introduites dans le cadre de ce que l'on appelle « l'industrie 4.0 » sont considérées comme des outils essentiels pour pénétrer le marché mondial, car ils peuvent créer des changements technologiques de rupture, répondre aux besoins de la population non desservie (Perez et Soete, 1988) et soutenir les bonds en avant technologiques.

La connectivité à elle seule ne causera pas automatiquement un bond en avant (Hallward-Driemeier et Nayyer, 2017, Bell et Pavitt, 1993). Le renforcement des capacités en ST&I, en plus de l'offre de ressources humaines qualifiées, est important pour tirer pleinement parti de la connectivité Internet.

(d) Manque de diversification des activités économiques (spécialisation intelligente et chaînes de valeur mondiales)

La diversification des activités économiques peut apporter plus de stabilité. L'augmentation de la valeur ajoutée le long des chaînes de valeur mondiales (CVM) en est un exemple. Il en va de même pour la création de marchés spécialisés par l'intégration de biens et de services visant à répondre aux besoins non satisfaits des marchés locaux et régionaux en croissance. Cette situation peut être gérée grâce à une spécialisation intelligente comme l'une des stratégies existantes pour diversifier l'économie. Pour que de telles stratégies puissent avoir lieu, la promotion des micros et petites entreprises est importante car ces entreprises sont souvent en marge du secteur informel (présentations du Ghana et du Liberia). Afin d'accroître la diversification des activités économiques, la promotion de l'esprit d'entreprise et de la création d'entreprises peut être encouragée en faisant participer les universités locales ainsi que les instituts de recherche publics. Le

À propos des auteurs

Elisa Calza est doctorand à l'UNU-MERIT. Avant de rejoindre l'UNU-MERIT, elle a travaillé comme assistante de recherche à la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) à la Division de la production, de la productivité et de la gestion (Santiago du Chili).

Dr Fred Gault est professeur à l'UNU-MERIT, Professeur extraordinaire à la Université de technologie de Tshwane en Afrique du Sud et membre de la TUT Institute for Economic Research on Innovation (IERI). Il est Président du Comité consultatif du Centre for Science, Technology and Innovation Indicators (CeSTII) du Human Sciences Research Council en Afrique du Sud.



projet YouWin Connect au Nigeria en est un exemple⁵.

(e) Taille étroite des marchés (à l'exception du Nigeria)

Pour compenser les marchés à petite échelle dans de nombreux pays de la CEDEAO, une coordination stratégique des politiques d'exportation et de promotion des investissements est nécessaire à travers la promotion de l'intégration régionale. Le Tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO a déjà été introduit par dix pays (le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, le Togo, le Ghana, la Guinée Bissau et la Sierra Leone vont suivre). L'harmonisation des taxes intérieures indirectes et des transitions fiscales ainsi qu'un programme de monnaie unique sont en cours au niveau régional (CEDEAO, 2016). Pour abaisser les barrières à l'exportation, le respect des normes internationales est également important et plusieurs options sont déjà à l'étude.

L'ampleur du marché a également un effet négatif sur la taille globale des budgets consacrés à la recherche. L'analyse bibliométrique de l'AOSTI a montré que très peu de recherches collaboratives ont été menées entre les pays de la région même si ces pays partagent divers programmes de recherche communs (CEDEAO, 2017b). La libre circulation sans obligation de visa que la CEDEAO a introduite, avant les autres CER, pourrait encourager les activités de collaboration régionales et qui pourrait s'appliquer aux chercheurs et aux étudiants de l'enseignement supérieur. A plus long terme, la Zone africaine de libre-échange continentale constituera l'occasion d'élargir la taille des marchés des pays de la CEDEAO.

(f) Nécessité de création d'emplois et renforcement du secteur informel et des PME à travers le soutien à la création d'entreprises et de start-ups

La création d'emplois et le développement des compétences sont essentiels pour maintenir une population productive active sur le marché du travail. L'harmonisation en cours de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle (EFTP) au niveau de la CEDEAO permettrait une allocation optimale des ressources humaines au niveau régional.

Du côté de la demande, l'encouragement à l'esprit d'entreprise et à la création d'entreprises devrait également contribuer à la

création d'emplois. Des politiques telle que YouWIN Connect au Nigeria, une initiative publique-privée visant à aider les jeunes entrepreneurs à planifier, démarrer et développer leur entreprise en renforçant leurs capacités, l'encadrement et le financement pourraient aider. Le Sénégal a également des exemples de politiques visant à promouvoir le développement des micros et petites entreprises.

(g) Renforcer les infrastructures relatives à l'enseignement supérieur et les liens entre l'Université et le secteur industriel

Pour répondre à la demande de main-d'œuvre hautement qualifiée dans la région de la CEDEAO, un meilleur alignement de l'enseignement supérieur et de l'industrie s'avère nécessaire. Par exemple, le Sénégal, ayant constaté que peu de recherches sont appliquées dans l'industrie, s'efforce d'améliorer les liens entre l'Université et l'industrie. Cette démarche implique une réforme juridique des organes directeurs des Universités publiques afin d'accroître la participation du secteur privé à la prise de décision des Universités. Afin de renforcer les liens entre l'Université et l'industrie, le Sénégal promeut les incubateurs et un FabLab. Ces initiatives sensibilisent aux droits de propriété intellectuelle et encouragent l'esprit d'entreprise. Des tentatives similaires ont également été effectuées par le Burkina Faso où la loi d'orientation de la recherche scientifique et de l'innovation (LORSI) a été réformée afin de faciliter le financement de la recherche et de l'innovation.

4. Présentation générale de l'état actuel de la politique en matière de ST&I dans certains pays de la CEDEAO

Le tableau 2, utilisant des sources primaires et secondaires, montre les progrès réalisés par les 12 pays participants sur les activités stratégiques décrites dans la CEDEAO (2011). Les activités sont regroupées en six catégories :

1. Cadre institutionnel ;
2. Financement des ST&I ;
3. Recherche et enseignement supérieur ;
4. Recherche scientifique, infrastructure, transfert de technologie et droits de propriété intellectuelle (DPI) ;
5. Secteur privé et esprit d'entreprise ;
6. Données et indicateurs.

Notes

1. <http://www.ecowas.int/elections-home>
2. Voir Iizuka et al. (2015)
3. La source est de Banque Mondiale (Données) (<https://data.worldbank.org/indicator/>)
4. Alliance for Affordable Internet 2017 (<http://a4ai.org/affordability-report/report/2017/>)
5. Voir <https://www.youwinconnect.org.ng/>



Tableau 2 : Caractéristiques générales des douze (12) pays participants

Pour davantage de références et de sources, visitez le site : www.merit.unu.edu/deipafriicaii

Les critères d'évaluation sont les suivants :

1. Aucune existence/ aucune mention de l'activité ;
2. Reconnaissance de l'activité mentionnée ;
3. Activité en cours d'exécution, mais pas achevée ;
4. Existence de l'activité (politique, plan d'action, fonds, etc.) ;
5. Mise en œuvre de l'activité ;
6. Suivi et évaluation des activités en cours.

Cet exercice ne mesure pas les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Plan d'action stratégique ECOPOST, mais tente de comprendre la situation.

Les tendances générales dans les 12 pays indiquent des progrès réalisés dans les activités liées au « Cadre institutionnel », à la « Recherche et à l'enseignement supérieur » et au « Financement de la ST&I », et moins de progrès dans le « Secteur privé et l'esprit d'entreprise » ainsi que la « Recherche scientifique, infrastructure, transfert technologique et droits de propriété intellectuelle (DPI) ». En ce qui concerne les « Données et indicateurs », on constate d'importants écarts entre des pays tels que le Ghana, le Sénégal et le Nigéria, suivis de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso et du Togo.

Objectif et priorité de la politique des ST&I	Pays											
	BENIN	BURKINA FASO	COTE D'IVOIRE	GAMBIA	GHANA	GUINEE	LIBERIA	MALI	NIGER	NIGERIA	SENEGAL	TOGO
INDICATEURS												
Cadre institutionnel												
Plan national de la politique des ST&I												
Institutions en charge de la politique des ST&I												
Cadre juridique de la politique des ST&I												
Mécanismes de Suivi-Evaluation												
Financement des ST&I												
Dépenses RD (1% PIB)												
Financement national ST/ST&I (fonds alloués sur une base concurrentielle)												
Prix ST&I et de l'innovation												
Accroissement des ressources pour la RD en provenance des accords multilatéraux/bilatéraux/secteur privé												
Recherche et enseignement supérieur												
Nombre de chercheurs(part des femmes et dans les meilleurs réseaux), publications, brevets												
Nombre d'institutions pour la recherche/ Universités/ Centres d'excellence												
Unités de formation, programmes d'études et de visites, Initiatives contre la fuite des cerveaux, échange de chercheurs entre Universités , bourses, voyages d'études et visites												
Adapter le curriculum universitaires aux besoins des industries/recherche et renforcer les liens												
Recherche Scientifique, infrastructures, transfert de technologie/DPI												
Expansion et maintenance des équipements de laboratoire												
Augmenter l'accès aux infrastructures TIC modernes et augmenter la connectivité												
Incubateurs												
Parcs scientifiques et technologiques												
Législation et informations sur les Droits de Propriété Intellectuelle (DPI)												
Secteur privé et entrepreneuriat												
Législation sur le soutien au secteur privé sur le financement et le développement de la recherche et des ST&I												
Politique, financement et plan d'action pour les PME												
Politique, financement et plan d'action pour les start-ups												
Données et indicateurs												
Nombre de données créées dans les enquête de ST&I/RD/Innovation												
Nombre d'indicateurs générés												

Interprétation des scores

1. Pas de mentions (Point de mentions dans les documents politiques cités par les participants et le rapport sur la science de l'UNESCO etc)
2. Reconnaissance des problèmes/questions (entraînant d'être mentionné dans les documents de politique)
3. En voie de se faire (mentionné)
4. Politique/Plan d'action existant déjà
5. Mise en œuvre en cours (avec des mécanismes financiers ou à défaut par elle même)
6. Suivi et évaluation en cours

La catégorie « Cadre institutionnel » comprend des activités telles que l'élaboration d'une politique nationale en matière de ST&I, la mise en place d'un cadre institutionnel avec différentes organisations chargées de différentes tâches politiques en matière de ST&I et la présence de cadres juridiques visant à soutenir la politique de ST&I afin d'assurer la continuité sur les cycles politiques. Ces activités, en particulier les activités institutionnelles et l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique nationale en matière de ST&I, ont enregistré quelques progrès, tandis que les autres ont moins bien progressé. L'ampleur de l'état d'avancement du suivi et évaluation (S&E) a été différent d'un pays à l'autre. Par exemple, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Nigéria ont mis en œuvre le S&E alors que d'autres pays ne l'ont pas fait.

Les activités énumérées dans la catégorie « Financement de la ST&I » montrent les progrès globaux. Les différences les plus marquées entre les pays concernent la fourniture de fonds et de prix nationaux en ST&I.

Dans la catégorie « Recherche et enseignement supérieur », tous les pays fournissent des informations sur les établissements de recherche et d'enseignement supérieur, ainsi que sur les chercheurs, les publications et les brevets. L'adaptation de l'Université aux besoins industriels semble moins avancée.

Les activités de la catégorie « Infrastructures de recherche scientifique et technologie/ DPI » n'ont guère progressé. C'était également le cas pour la catégorie « Secteur privé et esprit d'entreprise », à quelques exceptions près, dont le Nigéria.

La catégorie « Données et indicateurs » montre une corrélation entre les pays qui ont mené des enquêtes sur l'innovation et ceux qui avaient des indicateurs.

L'analyse des six catégories suggère que l'importance des ST&I est reconnue, toutefois l'engagement dans les liens entre la création de connaissances du secteur public et l'application des connaissances du secteur privé s'avère limité. Les politiques se concentrent davantage sur la science et la technologie dans le secteur public que sur le soutien à l'innovation dans le secteur privé.

5. Conclusion

La présente note d'orientation politique a identifié des programmes différents et communs dans les 12 pays de la Communauté économique régionale (CER) de la

CEDEAO qui ont participé au deuxième cours de formation DEIP-Afrique. Les ST&I se heurtent à plusieurs défis transversaux, à savoir :

- Améliorer la productivité agricole ;
- Diversifier les activités économiques ;
- Créer des emplois grâce au développement du secteur privé ;
- Développer des capacités en ressources humaines ;
- Renforcer les liens entre l'Université et l'industrie.

L'utilisation de données provenant de sources primaires et secondaires pour examiner les progrès des pays participants en ce qui concerne les activités de l'ECOPOST a montré que, bien que des progrès aient été réalisés par les institutions scientifiques et technologiques, il reste encore beaucoup à faire pour renforcer l'innovation dans le secteur privé (I).

Les initiatives possibles sont les suivantes :

- Collaboration en matière de recherche pré-concurrentielle au niveau de la CEDEAO ;
- Renforcement de la collaboration en matière de recherche entre les Universités régionales. Échange de chercheurs, en ouvrant les possibilités d'apprentissage. Cette démarche peut aller de pair avec les Centres d'excellence de la CEDEAO dans certains domaines de recherche. La libre circulation des biens et des personnes au sein de l'espace CEDEAO pourrait améliorer la production et le transfert des connaissances.

Des efforts continus sont nécessaires pour :

- Renforcer l'institution chargée de la politique en matière de ST&I ;
- Fournir les données nécessaires à l'appui d'une politique fondée sur des données probantes ;
- Faire participer le secteur privé et encourager l'esprit d'entreprise ainsi que la création d'entreprises.

D'autres questions qui n'ont pas été explicitement exprimées dans l'ECOPOST mais qui ressortent des chiffres du Tableau 1 sont les suivantes :

- Le rôle du secteur informel ;
- L'impact de l'innovation dans des secteurs autres que le secteur privé (Gault, 2018) ;
- L'analyse des réponses aux défis présentés dans la STISA-2024.

Remerciements

Cette note d'orientation politique est le fruit de contributions précieuses des participants de 12 États membres de la CEDEAO et d'experts internationaux : Erika Kramer-Mbula, Bi Irie Vroh, Carlo Pietrobelli, David Kaplan, Anthony Arundel, Mafini Dosso et Chux Daniels. Eveline de Braek a coordonné la participation de l'UNU-MERIT au programme DEIP-Afrique.



UNITED NATIONS
UNIVERSITY

UNU-MERIT

L'UNU-MERIT est l'Université des Nations Unies - Institut de recherche économique et social sur l'innovation et la technologie basé à Maastricht.

L'institut explore les facteurs sociaux, politiques et économiques qui déterminent les mutations technologiques et l'innovation. Les recherches et les programmes de formation menés au sein de l'UNU-MERIT portent sur un large éventail de questions politiques relatives à la gouvernance nationale et internationale en matière de science, de technologie et d'innovation, avec un accent spécial mis sur la création, la diffusion et l'accès au savoir.

Suite à l'intégration de la Maastricht Graduate School of Governance en Décembre 2010, l'UNU-MERIT couvre désormais tous les aspects de gouvernance dans les organisations nationales et mondiales, de l'évaluation des risques à la l'analyse, la conception et l'évaluation des politiques. Dans sa forme élargie l'UNU-MERIT fonctionne comme un institut de recherche et de formation unique en son genre accueillant environ 100 étudiants en maîtrise, et comme un groupe de réflexion de l'ONU travaillant sur un large éventail de questions politiques liées à la science, l'innovation et la gouvernance démocratique. L'UNU-MERIT est situé à Maastricht aux Pays-Bas et travaille en étroite collaboration avec l'Université de Maastricht.

CONTENU :

Policy Brief

Innovation pour le développement en Afrique de l'Ouest

Défis pour promouvoir les politiques à la lumière de la Stratégie pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique (STISA-2024) et du cadre continental qu'est l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Unter Nations University -
Maastricht Economic and
social Research Institute on
Innovation and Technology
Boschstraat 24
6211 AX Maastricht
Pays-Bas

UNU-MERIT

UNITED NATIONS
UNIVERSITY

